



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.230/4
du 22 mai 2013

advies 53.230/4
van 22 mei 2013

sur

over

un avant-projet de loi
'instituant la carrière militaire à
durée limitée'

een voorontwerp van wet 'tot
instelling van de militaire
loopbaan van beperkte duur'

Le 22 avril 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'instituant la carrière militaire à durée limitée'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 mai 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK et Véronique SCHMITZ, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 mai 2013.

*

Op 22 april 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 mei 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK en Véronique SCHMITZ, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 mei 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. RESPECT DU PRINCIPE DE LÉGALITÉ (ARTICLE 182 DE LA CONSTITUTION)

1. L'avant-projet de loi à l'examen comporte de nombreuses habilitations au Roi, dont il convient de vérifier l'admissibilité au regard du principe de légalité consacré par l'article 182 de la Constitution.

Ce contrôle doit être effectué à la lumière de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle.

Dans son arrêt n° 18/2007, du 25 janvier 2007, la Cour a notamment considéré ce qui suit :

« B.3.1. L'article 182 de la Constitution porte :

‘Le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi. Elle règle également l'avancement, les droits et les obligations des militaires’.

[...]

B.3.2. En attribuant au pouvoir législatif la compétence de régler les droits et obligations des militaires, le Constituant a voulu éviter que le pouvoir exécutif seul règle la force armée. L'article 182 de la Constitution garantit ainsi que cette matière fera l'objet de décisions prises par une assemblée délibérante démocratiquement élue.

Bien que l'article 182 de la Constitution réserve ainsi, en cette matière, la compétence normative au législateur fédéral – lequel doit en régler les éléments essentiels –, il n'exclut pas que soit laissé un pouvoir limité d'exécution au Roi. Une délégation conférée au Roi n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont préalablement fixés par le législateur » ¹.

2. Présentent notamment un caractère excessif, au regard de ces principes, les attributions de pouvoirs réglementaires prévues par :

¹ Voir aussi les arrêts C.C., 14 décembre 1995, n° 81/95 (considérants B.6.6 à B.6.10), C.C., 27 mars 1996, n° 23/96 (considérants B.1 à B.3), C.C., 6 novembre 2001, n° 141/2001 (considérants B.3 à B.5), C.C., 22 juillet 2004, n° 135/2004 (considérants B.3.1 et B.3.2), C.C., 16 février 2005, n° 39/2005 (considérants B.3.1 à B.5), C.C., 22 novembre 2006, n° 173/2006 (considérants B.3.1 à B.4.3), C.C., 12 novembre 2009, n° 184/2009 (considérants B.3.1 à B.5), C.C., 22 décembre 2010, n° 153/2010 (considérants B.3.1 à B.3.4), C.C., 5 mai 2011, n° 65/2011 (considérants B.3 à B.7) et C.C., 10 novembre 2011, n° 175/2011 (considérants B.3.2 à B.5.2).

- l'article 8, selon lequel le Roi fixe la structure et la durée du cycle de formation de base du candidat militaire BDL ;

- l'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o, en ce qu'il habilite le Roi à fixer les règles auxquelles doivent répondre les qualités morales d'un candidat militaire BDL ² ;

- les articles 17 et 18, en ce qu'ils habilitent le Roi à fixer les conditions dans lesquelles l'engagement du militaire BDL peut être résilié soit à sa demande, soit d'office ;

- l'article 29, qui habilite le Roi à fixer les conditions d'octroi de la prime de reclassement ;

- l'article 30, alinéa 1^{er}, en ce qu'il habilite le Roi à fixer les conditions dans lesquelles le militaire BDL peut bénéficier d'un congé ou d'un crédit de formation ;

- l'article 30, alinéa 4, qui habilite le Roi à fixer un autre indice-pivot que celui qui est prévu à l'alinéa 3 de la même disposition.

3. Par ailleurs, les articles 20, 22 et 23 habilitent le Roi à déterminer les conditions dans lesquelles le militaire BDL peut être admis comme militaire de carrière, peut effectuer une promotion sociale vers la catégorie ou le niveau de personnel BDL supérieur ou peut effectuer une promotion sur diplôme. Dès lors que des conditions sont déjà prévues dans ces dispositions, la question se pose de savoir quelle est précisément la portée des habilitations faites au Roi de déterminer ces « conditions ». S'il s'agit de prévoir des conditions complémentaires à celles déjà prévues aux articles 20 à 23, ces habilitations sont excessives. S'il s'agit plutôt de préciser certaines modalités d'introduction des demandes, par exemple, il conviendrait de revoir la rédaction de ces dispositions.

La même observation vaut pour ce qui concerne les habilitations faites au Roi, à l'article 37, alinéas 1^{er} et 2, de fixer les conditions auxquelles le militaire en engagement volontaire militaire ou le militaire court terme peuvent être admis ou sont admis de plein droit comme militaires BDL.

2. DÉLÉGATION DE POUVOIRS AU MINISTRE, AU DIRECTEUR GÉNÉRAL HUMAN RESOURCES OU À UNE AUTRE AUTORITÉ

Comme l'a relevé la section de législation dans son avis 48.942/4, donné le 15 novembre 2010,

« Le principe de la séparation des pouvoirs s'oppose à ce que la loi attribue directement à un ministre des pouvoirs qui reviennent normalement au Roi. Certes, il n'est pas incompatible avec ces principes de conférer à un ministre une délégation de pouvoirs d'ordre accessoire ou secondaire, mais il n'en demeure pas moins qu'il appartient alors, en principe, au Roi et non au législateur, d'octroyer pareille délégation. En effet, l'octroi par le législateur d'une délégation directe de tels pouvoirs à un ministre signifierait que le

² Voir précisément sur cette question l'arrêt C.C., 22 juillet 2004, n° 135/2004 (considérants B.3.1 à B.4).

législateur empiéterait sur une prérogative qui revient au Roi en tant que chef du pouvoir exécutif fédéral »³⁻⁴.

Le même raisonnement vaut *a fortiori* pour ce qui concerne la délégation de pouvoirs à un membre de l'administration, tel qu'en l'espèce, le « directeur général human resources ou l'autorité qu'il désigne » ou « l'autorité compétente ».

Par conséquent, il convient de revoir l'avant-projet de loi à l'examen afin de remplacer les délégations de compétences au ministre, au directeur général human resources ou à une autre autorité par des attributions de compétences au Roi.

Doivent notamment être modifiés : l'article 6, alinéa 3, l'article 7, alinéa 1^{er}, 4^o, et alinéa 2, l'article 12, alinéa 2, l'article 19, alinéa 2, l'article 26, alinéa 3, l'article 27, l'article 32, alinéa 2, et l'article 37, alinéa 1^{er}.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 4

Interrogé sur le contenu de cette disposition les officiers délégués ont répondu ce qui suit :

« Les dispositions relatives aux limites d'âge prévues pour le recrutement de militaires BDL ne sont pas discriminatoires au regard des directives européennes et, plus précisément, de la loi du [10] mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

En effet, l'article 8 de cette loi fixe notamment qu'une distinction directe fondée sur l'âge peut uniquement être justifiée par des exigences professionnelles essentielles et déterminantes. Les commentaires de cet article précisent que 'le maintien de la force de combat dans l'armée' a été accepté comme objectif légitime pour l'édiction d'exigences professionnelles essentielles et déterminantes.

Par ailleurs, l'article 12 de la même loi détermine qu'une distinction directe fondée sur l'âge ne constitue pas une discrimination lorsqu'elle est objectivement et raisonnablement justifiée, par un objectif légitime, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail (...). À titre d'illustration, les commentaires de cet article prévoient que la fixation d'un âge maximum pour le recrutement, fondée sur la formation requise pour le poste concerné, est une différence de traitement passible de justification ».

³ Avis 48.942/1/2/3/4 donné le 25 novembre 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 29 décembre 2010 'portant des dispositions diverses' (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 771/1, p. 250).

⁴ Voir également le Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires : « (...) il ne revient pas au législateur de s'immiscer dans l'organisation interne du pouvoir exécutif et de confier le règlement d'une matière directement à un ministre. Seul le Roi ou un gouvernement de communauté ou de région peut accorder une telle délégation ». (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet « Technique législative », recommandation n° 7.3).

Le commentaire de la disposition, qui est tautologique, sera revu en conséquence.

Article 32

Dans l'article 32, alinéa 2, de l'avant-projet, il est prévu la possibilité d'un recours à l'encontre d'une décision de refus d'une candidature d'un militaire BDL à un transfert en qualité d'agent statutaire d'un employeur public.

Comme l'a observé la section de législation dans son avis 47.434/4 ⁵,

« La question se pose de savoir quelle est la nature exacte du recours administratif ainsi organisé, s'agit-il d'un recours facultatif, comme le donne à penser l'usage du verbe « peut » ou s'agit-il au contraire d'un recours administratif organisé constituant un préalable à toute action en justice. Le commentaire de l'article doit préciser ce qu'il en est ».

La même observation vaut pour l'article 32, alinéa 2, de l'avant-projet.

Article 38

À l'alinéa 1^{er}, la section de législation s'interroge sur les motifs qui justifient que l'ancienneté de grade des militaires en engagement volontaire ou des militaires court terme ne peut prendre court « à une date antérieure à celle des militaires BDL, selon la catégorie de personnel dans laquelle ils sont admis ».

Pareille justification doit être fournie dans le commentaire de l'article.

Article 40

L'article 40 dispose :

« Le Roi est habilité à fixer les règles nécessaires à l'exécution des mesures transitoires ».

De deux choses l'une :

- ou l'habilitation faite au Roi a pour objet de l'autoriser à prendre des mesures d'exécution transitoires qui relèvent de la loi aux termes de l'article 182 de la Constitution et dans ce cas, elle n'est pas admissible ;

- ou cette habilitation n'a pas d'autre objet que de permettre que le Roi exerce les pouvoirs que lui confère l'article 108 de la Constitution et dans cette hypothèse la disposition est inutile et doit être omise.

⁵ Avis 47.434/4 donné le 23 novembre 2009 sur un avant-projet devenu la loi du 10 janvier 2010 'instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire' (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n° 2314/1, pp. 60-74).

Article 41

Les prérogatives du législateur seraient mieux respectées si une date limite, à laquelle les dispositions de l'avant-projet entreraient en vigueur sans que le Roi ne doive intervenir, était prévue.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. INACHTNEMING VAN HET WETTIGHEIDSBEGINSEL (ARTIKEL 182 VAN DE GRONDWET)

1. Het voorliggende voorontwerp van wet bevat talrijke machtigingen aan de Koning, waarvan dient te worden nagegaan of ze aanvaardbaar zijn uit het oogpunt van het bij artikel 182 van de Grondwet vastgelegde legaliteitsbeginsel.

Die controle moet geschieden in het licht van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof.

Het Hof heeft in zijn arrest nr. 18/2007 onder meer op het volgende gewezen:

“B.3.1. Artikel 182 van de Grondwet luidt :

‘De wet bepaalt op welke wijze het leger wordt aangeworven. Zij regelt eveneens de bevordering, de rechten en de verplichtingen van de militairen’.

[...]

B.3.2. Door de bevoegdheid inzake de regeling van de rechten en verplichtingen van de militairen aan de wetgevende macht toe te wijzen, heeft de Grondwetgever willen vermijden dat de krijgsmacht zou worden geregeld door de uitvoerende macht alleen. Aldus waarborgt artikel 182 van de Grondwet dat over die aangelegenheid wordt beslist door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Ofschoon artikel 182 van de Grondwet de normatieve bevoegdheid in die aangelegenheid aldus voorbehoudt aan de federale wetgever – die de essentiële elementen ervan moet regelen –, sluit het niet uit dat een beperkte uitvoeringsmacht aan de Koning wordt overgelaten. Een delegatie aan de Koning is niet in strijd met het legaliteitsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgelegd”¹.

2. Uit het oogpunt van deze beginselen gaan inzonderheid de volgende opdrachten van verordnungsbevoegdheden te ver:

¹ Zie eveneens GwH 14 december 1995, nr. 81/95 (B.6.6 tot B.6.10), GwH 27 maart 1996, nr. 23/96 (B.1 tot B.3), GwH 6 november 2001, nr. 141/2001 (B.3 tot B.5), GwH 22 juli 2004, nr. 135/2004 (B.3.1 en B.3.2), GwH 16 februari 2005, nr. 39/2005 (B.3.1 tot B.5), GwH 22 november 2006, nr. 173/2006 (B.3.1. tot B.4.3), GwH 12 november 2009, nr. 184/2009 (B.3.1 tot B.5), GwH 22 december 2010, nr. 153/2010 (B.3.1 tot B.3.4), GwH 5 mei 2011, nr. 65/2011 (B.3 tot B.7) en GwH 10 november 2011, nr. 175/2011 (B.3.2. tot B.5.2).

- artikel 8, waarbij de Koning de structuur en de duur van de cyclus basisvorming van de kandidaat-militair BDL bepaalt;

- artikel 10, eerste lid, 2°, in zoverre het de Koning machtigt de regels te bepalen waaraan de morele hoedanigheden van een kandidaat-militair BDL moeten voldoen²;

- de artikelen 17 en 18, in zoverre ze de Koning machtigen de voorwaarden te bepalen waaronder de dienstneming van de militair BDL verbroken kan worden, hetzij op zijn verzoek, hetzij ambtshalve;

- artikel 29, waarbij de Koning gemachtigd wordt om de voorwaarden inzake toekenning van de reclasseringspremie te bepalen;

- artikel 30, eerste lid, in zoverre het de Koning machtigt de voorwaarden te bepalen waaronder de militair BDL vormingsverlof of vormingskrediet kan verkrijgen;

- artikel 30, vierde lid, dat de Koning machtigt een andere spilindex vast te stellen dan die bepaald in het derde lid van dezelfde bepaling.

3. Voorts machtigen de artikelen 20, 22 en 23 de Koning om de voorwaarden te bepalen waaronder de militair BDL als beroepsmilitair kan worden opgenomen, een sociale promotie naar de hogere BDL personeelscategorie of het hoger personeelsniveau kan maken of een promotie “op diploma” kan maken. Aangezien in die bepalingen reeds voorwaarden worden gesteld, rijst de vraag welke de exacte draagwijdte is van de machtigingen die de Koning bevoegd maken om die “voorwaarden” te bepalen. Indien het de bedoeling is voorwaarden vast te stellen ter aanvulling van die welke reeds in de artikelen 20 tot 23 worden gesteld, gaan die machtigingen te ver. Indien het eerder de bedoeling is om, bij voorbeeld, een aantal nadere regels voor de indiening van de verzoeken te bepalen, verdient het aanbeveling om de redactie van die bepalingen te herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor de machtigingen in artikel 37, eerste en tweede lid, die de Koning bevoegd maken om de voorwaarden te bepalen waaronder de militair met vrijwillige inzet of de militair korte termijn als militair BDL kan worden opgenomen of van rechtswege opgenomen wordt.

2. DELEGATIE VAN BEVOEGDHEID AAN DE MINISTER, AAN DE DIRECTEUR-GENERAAL HUMAN RESOURCES OF AAN EEN ANDERE OVERHEID

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 48.942/4 van 15 november 2010 het volgende gesteld:

“Het beginsel van de scheiding der machten staat eraan in de weg dat de wetgever rechtstreeks aan een minister bevoegdheden toekent die normaal aan de Koning toekomen. Weliswaar is een delegatie aan een minister van bevoegdheden van

² Zie meer in het bijzonder in dat verband het arrest van het Grondwettelijk Hof, 22 juli 2004, nr. 135/2004 (B.3.1. tot B.4).

bijkomstige of detailmatige aard niet onverenigbaar met die beginselen, maar zulks neemt niet weg dat het dan in principe niet aan de wetgever toekomt, maar aan de Koning, om zulk een delegatie te verlenen. Een rechtstreekse delegatie van zulke bevoegdheden aan een minister door de wetgever komt immers neer op een ingrijpen van de wetgever in een prerogatief dat aan de Koning als hoofd van de federale uitvoerende macht toebehoort”³⁻⁴.

Dezelfde redenering geldt *a fortiori* wat betreft de delegatie van bevoegdheden aan een lid van de administratie, zoals *in casu*, de “directeur-generaal human resources of de door hem aangeduide overheid” of “de bevoegde autoriteit”.

Bijgevolg verdient het aanbeveling het voorliggende voorontwerp van wet te herzien, teneinde de delegaties van bevoegdheden aan de minister, aan de directeur-generaal human resources of aan een andere bevoegde autoriteit te vervangen door bevoegdheidsopdrachten aan de Koning.

Moeten inzonderheid worden gewijzigd: artikel 6, derde lid, artikel 7, eerste lid, 4°, en tweede lid, artikel 12, tweede lid, artikel 19, tweede lid, artikel 26, derde lid, artikel 27, artikel 32, tweede lid, en artikel 37, eerste lid.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 4

Gevraagd naar de inhoud van deze bepaling hebben de gemachtigde officieren het volgende geantwoord:

« Les dispositions relatives aux limites d'âge prévues pour le recrutement de militaires BDL ne sont pas discriminatoires au regard des directives européennes et, plus précisément, de la loi du [10] mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

En effet, l'article 8 de cette loi fixe notamment qu'une distinction directe fondée sur l'âge peut uniquement être justifiée par des exigences professionnelles essentielles et déterminantes. Les commentaires de cet article précisent que 'le maintien de la force de combat dans l'armée' a été accepté comme objectif légitime pour l'édiction d'exigences professionnelles essentielles et déterminantes.

Par ailleurs, l'article 12 de la même loi détermine qu'une distinction directe fondée sur l'âge ne constitue pas une discrimination lorsqu'elle est objectivement et raisonnablement justifiée, par un objectif légitime, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail (...). À titre d'illustration, les commentaires de cet article prévoient que la fixation d'un âge maximum pour le recrutement, fondée sur

³ Advies 48.942/1/2/3/4 gegeven op 25 november 2010 over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de wet van 29 december 2010 'houdende diverse bepalingen' (*Parl.St.* Kamer, 2010-11, nr. 771/1, 250).

⁴ Zie eveneens de Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten: “Het komt (...) de wetgever niet toe om zich te mengen in de interne organisatie van de uitvoerende macht en de regeling van een aangelegenheid rechtstreeks aan een minister op te dragen. Alleen de Koning of een Gemeenschaps- of een Gewestregering kan een dergelijke delegatie uitvaardigen”. (*Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 7.3).

la formation requise pour le poste concerné, est une différence de traitement passible de justification ».

De bespreking van de bepaling, die tautologisch is, moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 32

In artikel 32, tweede lid, van het voorontwerp, wordt voorzien in de mogelijkheid om een beroep in te stellen tegen een beslissing houdende weigering van een kandidatuur van een militair BDL voor een overplaatsing in de hoedanigheid van statutair ambtenaar bij een openbare werkgever.

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 47.434/4 het volgende gesteld⁵:

“De vraag rijst wat de ware aard is van het administratieve beroep dat aldus geregeld wordt: gaat het om een facultatief beroep, welke indruk gewekt wordt door het gebruik van het werkwoord 'kan' of gaat het integendeel om een georganiseerd administratief beroep dat een voorwaarde vormt voor elke rechtsvordering? In de bespreking van dit artikel behoort te worden aangegeven hoe het zit”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 32, tweede lid, van het voorontwerp.

Artikel 38

De afdeling Wetgeving vraagt zich af om welke redenen in het eerste lid bepaald wordt dat de graadanciënniteit van de militairen met vrijwillige militaire inzet of van de militairen korte termijn niet kan aanvangen “op een vroegere datum dan deze van de militairen BDL, naargelang de personeelscategorie waarin ze worden opgenomen”.

De uitleg daarvoor moet worden gegeven in de bespreking van het artikel.

Artikel 40

Artikel 40 luidt als volgt:

“De Koning kan de regels bepalen die nodig zijn voor de uitvoering van de overgangsmaatregelen”.

Van tweeën een:

- ofwel strekt de machtiging van de Koning ertoe hem de bevoegdheid te verlenen om transitoire uitvoeringsmaatregelen uit te vaardigen die naar luid van artikel 182 van de

⁵ Advies 47.434/4, gegeven op 23 november 2009, over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de wet van 10 januari 2010 ‘tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel’ (*Parl.St.*, Kamer 2009-10, nr. 2314/1, 60-74).

Grondwet onder de toepassing van de wet vallen en in dat geval is die machtiging niet aanvaardbaar;

- ofwel strekt die machtiging er enkel toe de Koning de mogelijkheid te bieden om de bevoegdheden uit te oefenen die hem verleend worden door artikel 108 van de Grondwet en in dat geval is de bepaling zinloos en dient ze te vervallen.

Artikel 41

Met de prerogatieven van de wetgever zou meer rekening worden gehouden als een uiterste datum zou worden bepaald waarop de bepalingen van het voorontwerp in werking treden zonder dat de Koning iets behoeft te ondernemen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY